

Nouvelles pratiques sociales



Le colloque sur les nouvelles pratiques sociales au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Pierre-André Tremblay

Volume 3, numéro 2, automne 1990

Pratiques féministes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301103ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301103ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tremblay, P.-A. (1990). Le colloque sur les nouvelles pratiques sociales au Saguenay-Lac-Saint-Jean. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(2), 221–223.
<https://doi.org/10.7202/301103ar>

❖ Le colloque sur les nouvelles pratiques sociales au Saguenay- Lac-Saint-Jean

Pierre-André TREMBLAY
Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

Le récent colloque sur «Les nouvelles pratiques sociales au Saguenay-Lac-Saint-Jean» offre une belle illustration de la situation actuelle de l'intervention communautaire au Québec. Organisé par le module des affaires sociales du département des sciences humaines, il s'est tenu à l'Université du Québec à Chicoutimi le 12 octobre 1990. Il a rassemblé des professeurs de ce département, des étudiants et des intervenants du milieu œuvrant dans le secteur des organismes communautaires autant que dans le réseau public et parapublic. Environ 250 personnes ont participé aux ateliers et aux plénières.

Chacun des huit ateliers se déroulait autour d'une communication. Les sujets abordés montrent bien l'étendue du champ couvert: la redéfinition de l'intervention professionnelle, l'intervention avec les femmes, les jeunes et les personnes ayant un déficit intellectuel, le traitement des enfants abusés sexuellement, la santé mentale.

Parmi les traits marquants qu'on peut relever, le plus évident est sûrement le grand nombre de participants et participantes, d'autant plus significatif que fort peu de publicité avait entouré la préparation du colloque.

Nul doute que l'isolement marque la pratique des intervenants sociaux en région et que les occasions de reprendre contact avec les autres sont trop rares pour qu'on les néglige.

De la même façon, les participants comme les conférenciers originaient à peu près également des «réseaux» publics et communautaires. C'est dire que malgré leurs conditions de pratique fort inégales, ces intervenants ont quelque chose à se dire et qu'une communication entre eux est non seulement possible mais désirée. Parler des deux «secteurs» fonctionnellement définis serait abusif, mais il semble probable que de la mise en rapport découle une définition mutuelle des rôles.

La diversité des sujets abordés permet d'ailleurs de penser que le champ est suffisamment vaste pour que tout le monde puisse travailler sans trop ressentir de concurrence. Il y a place pour de nombreuses idéologies, de nombreuses techniques de travail, de nombreuses expérimentations. La population étudiante, qui composait une proportion appréciable des participants au colloque, peut trouver dans cette multiplicité des champs d'application un encouragement pour l'avenir.

Enfin, on ne peut négliger le fait que les communications et les interventions orales relevaient l'importance du refus des chasses gardées, qu'elles soient professionnelles ou idéologiques. Le renouvellement est ressenti comme nécessaire: il faut confronter les façons de faire et de penser, les rajeunir, ouvrir les champs de la discussion.

Mais au fait, pourquoi? À sa modeste façon, ce colloque démontre que l'être-ensemble de nos sociétés est en voie de changement depuis quelques années et que ce processus est loin d'être terminé. Cette transformation est désignée de plusieurs façons: néo-libéralisme, fin de l'État-providence, néo-conservatisme, crise du mode de régulation.

Les diagnostics qu'elles recouvrent sont aussi divers que les appellations. Tous, cependant, s'entendent pour dire que l'orthodoxie d'hier – y compris les canons de l'activité professionnelle des travailleurs sociaux – est maintenant inadaptée. La façon dont se voient nos sociétés a changé; les modes d'action des groupes sur eux-mêmes passent maintenant par d'autres voies. La méfiance envers la délégation du pouvoir s'est installée: l'État est lentement délégitimé, et pas uniquement par ceux qui pâttissent de ses interventions.

En effet, en reconnaissant que le «communautaire» peut avoir des pratiques efficaces et légitimes, on revient à admettre que l'État n'est plus le seul détenteur de ce qu'il y a de *public* dans la pratique sociale. Au-delà des acrobaties fiscales (qui ne sont certes pas sans importance), on

peut sans doute comprendre ainsi le débat sur le «retour du communautaire»; bien malgré lui, l'État (néo-) libéral doit admettre l'insuffisance d'une simple opposition entre un Individu désincarné et une Société tout aussi abstraite. Des groupes, des institutions établissent des médiations entre ces entités abstraites, leur donnant ainsi ce qu'elles peuvent avoir de réalité. Bref, au fondement de l'action des groupes sociaux, il y a la société civile avant et au-delà du politique et constituant son assise.

La grande conclusion de ce colloque régional, c'est sans aucun doute la vivacité des organisations «civiles» et leur ouverture à un dialogue avec les praticiens des réseaux étatiques. Mais il serait utopique de croire que nous arrivons à une ère nouvelle de bonne entente béate entre des intervenants dont les assises organisationnelles et sociales sont, malgré tout, différentes, ce qui entraîne fréquemment des divergences d'intentions et d'idéologies.

Il y a cependant plus grave dans de telles rencontres: l'arôme de professionnalisme qui s'en dégage. On échange sur les techniques et on diffuse de nouvelles façons de faire, certes, mais peut-on borner à cela la pratique des mouvements sociaux? N'y a-t-il pas là le risque d'une réduction de la visée et des perspectives des animateurs et animatrices de ces mouvements? Une participante l'a bien vu lors de la plénière finale du colloque, en relevant qu'on y avait fort peu parlé de politique, alors que c'était pourtant là que se posaient les questions fondamentales.

À confondre les nouvelles pratiques sociales et les nouvelles techniques d'action des travailleurs sociaux, ne risque-t-on pas de techniciser les actions sociales? En tout cas, à négliger la très réelle possibilité de cette «récupération» nouveau style, on risque de faire le jeu de ceux qui se préoccupent de diminuer les coûts de gestion plus que d'améliorer la situation de notre société.